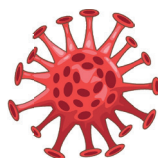


## L'UFSE-CGT

# avec toutes et tous les agent·e·s



**D**ans cette période de crise exceptionnelle qui secoue le monde et la France, mettant en péril la santé et la vie de dizaines de milliers de personnes, des salarié·e·s se dévouent pour que des activités essentielles à la société soient maintenues.

Parmi celles-ci et ceux-ci, les personnels de la Fonction publique de l'État jouent un rôle essentiel au quotidien.

Dans de très nombreux secteurs, ils continuent d'œuvrer à l'exercice de leurs missions publiques, au quotidien et sans compter leurs efforts.

**L'UFSE-CGT tient à les saluer avec respect et à leur apporter toute sa solidarité active.**

Elle le fait d'autant plus que, très souvent, ces agentes et ces agents travaillent dans des conditions indignes et dangereuses.

En effet, on ne compte malheureusement pas les endroits où le minimum de protection sanitaire n'est pas rempli.

Pas de masques à disposition, pas de gel, pas assez de protections: de telles situations sont complètement inacceptables.

C'est pourquoi, impliquée sans réserve à leurs côtés, l'UFSE-CGT soutient et sou-

tiendra toutes celles et ceux qui exerceront leur droit de retrait ou seront amené·e·s à prendre des dispositions pour sauvegarder leur santé et celle de leurs proches.

Déjà frappé·e·s par des années d'austérité qui ont mis à mal leurs conditions de travail, les personnels ne sauraient de surcroît être mis en danger aujourd'hui par l'absence des moyens élémentaires pour les protéger dans l'exercice de leurs missions d'intérêt général.

**Le moment venu, il faudra tirer toutes les conséquences des politiques successives qui ont gravement détérioré nos services publics.**

**Pour l'heure, l'essentiel est d'assurer les missions essentielles à l'existence de nos concitoyens en assurant de manière concrète la protection de celles et ceux qui les assurent.**

**C'est tout le sens de l'engagement de l'UFSE-CGT qui salue une nouvelle fois le formidable sens du service public de l'ensemble des salarié·e·s de la Fonction publique.**

Montreuil, le 19 mars 2020